



HAL
open science

Vers la fin de la presse comme contre-pouvoir au Sénégal? Essai sur les liaisons dangereuses entre la presse et le pouvoir politique

Simon Ngono

► To cite this version:

Simon Ngono. Vers la fin de la presse comme contre-pouvoir au Sénégal? Essai sur les liaisons dangereuses entre la presse et le pouvoir politique. Ngagne Fall, Sénégal : la presse sous Macky Sall, démocratie en péril, Paris, éditions L'Harmattan, 112 p., 2019. hal-02185897

HAL Id: hal-02185897

<https://hal.science/hal-02185897v1>

Submitted on 16 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PRÉFACE

Vers la fin de la presse comme contre-pouvoir au Sénégal ? Essai sur les liaisons dangereuses entre la presse et le pouvoir politique

La presse est souvent considérée comme un élément incontournable de la démocratie. Emmanuel Kant insistait déjà sur le fait que la pluralité des médias dans un pays pouvait être gage de démocratie. Au-delà du prisme quantitatif, il faut également considérer l'aspect qualitatif, c'est-à-dire à la production de contenu informationnel, constitue également un élément important de la liberté de la presse. Pour que celle-ci soit effective dans un pays, tout dépend de la tradition démocratique. Ainsi, la presse a souvent été mise en avant comme acteur militant et défendant la liberté d'expression. Si la plupart des pays africains sont considérés comme des sociétés démocratiques en transition encore que certains auteurs en rejettent la qualification souvent normative en référence aux sociétés du Nord (Caroline Dufy, Céline Thiriot...), il convient de relever que le Sénégal fait exception. Car le pays est souvent considéré comme un modèle de démocratie depuis l'alternance au pouvoir d'Abdoulaye Wade. Par ailleurs, la presse sénégalaise est présentée comme l'une des plus structurée en termes de contenu. Son positionnement éditorial a toujours fait d'elle un contre-pouvoir notamment pour les régimes d'Abdou Diouf, ou encore d'Abdoulaye Wade. Elle fait aussi partie des premières à s'être émancipée sur le continent. Cependant, les acquis d'hier seraient-ils menacés de nos jours ? La presse sénégalaise serait-elle en train de perdre son statut de contre-pouvoir ? C'est le questionnement qui est au cœur de l'essai que nous offre Fall Ngagne. L'auteur se propose ainsi d'évaluer le rôle et les mutations de la presse sénégalaise sous l'ère Macky Sall, en s'appuyant principalement sur l'élection présidentielle de février 2019.

Un questionnement structurant dans le champ des Sciences de l'information et de la communication à plus d'un titre. Les études sur les rapports presse-pouvoir sont légions. On peut faire référence sans prétendre à l'exhaustivité aux travaux de Thomas Atenga, Jacques Le Bohec, Bertrand Cabedoche, Marie-Soleil Frère, etc. Parler des rapports presse-pouvoir, c'est faire référence aux rapports de domination, ou de subordination et interroger si la presse peut fonctionner ou se mouvoir indépendamment de l'influence des milieux politiques ou économiques. Étudier les rapports presse-pouvoir, c'est aussi dans un certain cas examiner, questionner et mettre en intelligibilité les jeux d'acteurs qui travaillent les rapports des médias avec le politique. C'est à cette tâche que se livre l'auteur de cet essai non sans avoir énoncé certaines précautions qui pourraient biaiser son analyse, même si des penseurs comme Gaston

PRÉFACE

Bachelard recommandent fortement le principe de la « rupture épistémologique » que doit opérer un chercheur qu'il soit jeune ou confirmé. Fall Ngagne est tout d'abord journaliste avant d'être jeune chercheur. Il a une connaissance du milieu et des pratiques journalistiques au Sénégal. C'est fort de cette modeste expérience qu'il examine les conséquences des pratiques du pouvoir sur la presse depuis que Macky Sall est à la tête du pays.

En effet, l'auteur dénonce par exemple les manœuvres du régime de Macky Sall dont la seule volonté serait de toute vraisemblance faire main basse sur la presse sénégalaise, qui bénéficiait jusque-là de quelques gages de liberté, voire d'émancipation. Il note d'ailleurs que le pouvoir a inféodé la presse et que le Président Macky Sall par des manœuvres subtiles et autoritaires a su démasquer les mercenaires. La conséquence est que tous les francs-tireurs d'hier sont devenus des maîtres chanteurs du régime en place. C'est la période de la présidentielle de 2019 qui a révélé les pratiques incestueuses que la presse sénégalaise entretient avec le pouvoir politique. Durant toute la période de la campagne jusqu'au jour de l'élection, Fall Ngagne constate un traitement médiatique en faveur du Président sortant, à qui de nombreux médias sénégalais garantissaient déjà la victoire.

En fonction des contextes, la presse fait face à des mutations qui affectent son travail au quotidien et ses rapports aux acteurs sociaux notamment politiques. Dans le cas du Sénégal, il semble établi que la présidentielle a favorisé l'émergence d'un nouveau paradigme dans le champ de l'analyse des rapports presse – pouvoir. Car il ne s'agit plus seulement d'une presse sous surveillance permanente, voire en « sursis » pour reprendre une expression de Thomas Atenga parlant des cas camerounais et gabonais, mais il est désormais question de la presse « à fric » au Sénégal. Au-delà de la dépendance à l'égard des acteurs et/ou des milieux politiques comme le remarquait déjà Patrick Champagne parlant de la « double dépendance », il convient de relever que la presse sénégalaise voit son autonomie et son « indépendance » mises à mal par le pouvoir de l'argent. Dans la plupart des pays africains, les médias toutes tendances confondues évoluent dans des « logiques de débrouillardises », comme dirait Georges Madiba. Ce qui les rend vulnérables et à la merci des manœuvres du pouvoir politique comme c'est le cas au Sénégal : les révélations de Fall Ngagne nous apprennent que le Président Macky Sall aurait « garanti la bonne santé financière à certains patrons de presse qui peinaient à payer leurs salariés à la fin du mois. Il a donné à d'autres des postes de responsabilités qui désormais approuvent des pratiques qu'ils dénonçaient avec vigueur ». Cette façon de « domestiquer » la presse émane des leçons qu'aurait tirées Macky Sall de son poste de directeur de campagne d'Abdoulaye Wade lors de la présidentielle de 2007. Il s'agit là de méthodes douces, comme le

PRÉFACE

relève l'auteur du présent essai. De nombreux exemples sont donnés par l'auteur : la nomination d'Abdou Latif Coulibaly (journaliste d'investigation) au gouvernement, de nombreux patrons de presse à la solde du pouvoir, l'élite journalistique au service du pouvoir, le financement occulte des médias par le pouvoir politique en place, etc. Depuis lors, il y a comme un rapprochement entre le champ politique et le champ journalistique au Sénégal. Le second étant dominé par le premier.

Cependant, en tant que quatrième pouvoir, la presse doit tout faire pour préserver son « indépendance » à l'égard des sphères politiques et économiques. Ce qui n'est pas le cas au Sénégal où patrons de médias et pouvoir politique en place entretiennent des relations qu'on pourrait qualifier d'incestueuses. Or, il est établi que les médias et le pouvoir politique ne sauraient faire bon ménage. Car la domination de la presse constitue une menace pour la démocratie. Pour le cas du Sénégal, Fall Ngagne note une régression du rôle de la presse en tant que contre-pouvoir. Ce rôle, jadis brandi du temps d'Abdoulaye Wade, est en train de disparaître et la presse sénégalaise dans son ensemble est en train de devenir une presse « au service du pouvoir » comme le notait déjà Marie-Soleil Frère. On peut ainsi comprendre l'action de la presse sénégalaise accusée de fraudes lors de la présidentielle de 2019. Des pratiques contre éthique et se situant aux antipodes de ce que recommandent les codes éthiques et déontologiques à travers le monde. Il semble établi que les journalistes sénégalais ont de nos jours *mauvaise presse*, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Cyril Lemieux.

En effet, le mécanisme de « l'écartement de la norme et la normalisation de l'écart » (pour parler comme le philosophe camerounais Hubert Mono Ndjana) dans la pratique journalistique au Sénégal pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs dont le premier, sur lequel Fall Ngagne insiste est la faillite des instances de régulation et d'autorégulation. Ces instances, comme le relève l'auteur de cet essai, « ne jouissent pas d'une totale indépendance. Elles sont contrôlées par les pouvoirs publics ». Dans ce contexte, peut-on s'attendre à un travail équitable et impartial de la part d'une autorité de régulation, ou d'autorégulation ? À la lecture de l'ouvrage, on est tenté de répondre par la négative. L'auteur dénonce à ce propos le traitement de faveur dont a bénéficié le candidat sortant Macky Sall et ce, en violation des règles édictées dans les codes de régulation et d'autorégulation. Il cite notamment le fait que la *Radio Télévision Sénégalaise (RTS)* a procédé à la diffusion en direct du point de presse du directeur de campagne de Macky Sall et ne l'a pas fait pour les autres candidats en lice pour la présidentielle de 2019 au Sénégal. Or, comme c'est le cas dans tous les pays, les organes de régulation et d'autorégulation doivent en principe briller par leur neutralité. Dans cet état de choses, même

PRÉFACE

si l'auteur ne le mentionne pas expressément, il semble qu'une refonte des organes de régulation et d'autorégulation au Sénégal soit nécessaire. L'urgence serait ici de les faire sortir du giron étatique afin qu'ils puissent jouer le véritable rôle d'organe de régulation et/ou d'autorégulation.

C'est aussi le cas du syndicat de journalistes dont l'auteur dénonce la faillite, voire la démission de ses missions qui sont celles de lutter pour la liberté des expressions plurielles et de protéger les intérêts de la corporation. Le ventre mou de la profession de journaliste dans bon nombre de pays africains, c'est soit l'absence des syndicats ou leur inertie quant au travail qu'ils devraient véritablement mener. Encore faudrait-il que les syndicats aient véritablement les moyens de leur politique. Au Sénégal comme dans bien d'autres pays africains, les syndicats évoluent dans des conditions précaires. Bien plus, les mécanismes de régulation et d'autorégulation ont du mal à fonctionner efficacement du fait des discordes entre les membres de la corporation.

Face à tous ces manquements, comment sauver la presse sénégalaise ? À défaut de proposer un programme de réformes nécessaires, l'auteur du présent ouvrage insiste sur le défi de la formation. Revoir la formation des journalistes s'avère être un impératif catégorique si le journalisme sénégalais veut retrouver le chemin d'acteur de contre-pouvoir. Des auteurs comme Frank Wittmann relèvent d'ailleurs que « la professionnalisation insuffisante » constitue l'une des faiblesses de la presse au Sénégal. Longtemps reconnu parmi les meilleures écoles de formation en journalisme en Afrique, le Cesti (Centre des Études et Techniques de l'Information) n'est plus que l'ombre de lui-même au point où les anciens étudiants dudit Centre menacent de « brûler » leurs parchemins compte tenu de la déliquescence de la profession de journaliste. La question de la formation reste donc un enjeu du journalisme en Afrique même si elle ne saurait expliquer à elle seule les tares de cette profession. C'est certainement pour cette raison que l'Unesco a régulièrement invité des chercheurs comme Bertrand Cabedoche, Ibrahim Seaga Shaw, Sundeep R. Muppidi, Dominique Payette, Kalinga Seneviratne, Robert G. Picard... afin d'élaborer des programmes de formation et de mises en niveau (exemple du programme prioritaire de l'Unesco) en direction des « professionnels » des médias en Afrique.

Le livre de Fall Ngagne ne relève pas seulement de l'audace, voire du courage, en ce sens qu'il s'attaque et met à nu les manœuvres et pratiques du pouvoir politique pour torpiller l'action de la presse. Il est également un plaidoyer pour une presse plus responsable. Parler de la responsabilité de la presse, c'est l'exhorter à jouer pleinement son rôle. C'est-à-dire à s'éloigner d'un simple rôle de « caisse de résonance » du pouvoir. A-t-elle les moyens pour jouer ce rôle ? Le questionnement est non moins pertinent. Néanmoins, Fall Ngagne a ouvert la brèche

PRÉFACE

d'un questionnement qui peut faire l'objet de discussion dans de milieux universitaires et/ou dans de milieux de « professionnels » de médias.

Par ailleurs, le livre a aussi le mérite d'ouvrir le débat sur les enjeux de la consolidation de la démocratie. Il s'agit en réalité d'un exercice d'évaluation des rapports des régimes politiques à la démocratie, des décennies après ce que certains chercheurs ont tôt fait de qualifier « transition démocratique » en Afrique. Expression dont l'un des généalogistes des Sciences de l'information et de la communication en France, Bertrand Cabedoche, recommande aux chercheurs de se méfier, contre toute lecture linéaire et normative de l'évolution des systèmes politiques. Car celle-ci est généralement marquée par des tensions irréductibles et permanentes entre moment d'« ouverture » correspondant à quelques élargissements de libertés et moment de « fermeture » caractérisé par un resserrement des libertés publiques et un retour écrasant des pratiques autoritaires. Critiquant le développement à profusion de la référence à la « transition démocratique » selon lui trop normative et ethnocentrique, Bertrand Cabedoche propose de recourir au terme de « liminalité » pour qualifier les régimes politiques africains. Nos propres travaux notamment celui publié en 2017 nous ont permis d'affiner le concept de « transition démocratique » et d'employer plutôt l'expression « post-monopolisme », qui consacre le refus d'abandonner les pratiques du système de parti unique en contexte post-libéral.

Sacrifier la liberté d'expression et le travail des « professionnels » des médias sur l'autel des intérêts politiques de perpétuation au pouvoir, comme semble le faire le Président sénégalais Macky Sall, constitue une menace, voire une atteinte à la démocratie. Les rapports de connivence entre pouvoir et presse ont ceci de particulier qu'ils vident de tout son sens le rôle des médias comme contre-pouvoir. En fin de compte, ce qui se cache dans l'arrière-cour des rapports presse-pouvoir au Sénégal et que Fall Ngagne s'est proposé de mettre en lumière correspond principalement à ce que le sociologue français Pierre Bourdieu a qualifié de « lucidités croisées » qui, selon lui, « règlent les luttes sociales ». Le chercheur camerounais Thomas Atenga va plus loin, en soulignant que les « lucidités croisées » reposent sur le principe de l'intériorisation des avantages et inconvénients qui structurent une position dans un champ travaillé par des rapports de domination et de subordination.

Le livre de Fall Ngagne s'inscrit dans ce qui relève de l'éthique de la responsabilité face à ce qu'on pourrait appeler la « rationalisation étatique ». C'est-à-dire la prise de contrôle et la caporalisation des médias par l'État au détriment des entrepreneurs médiatiques « indépendants ». Il s'agit, dès lors, de sauver la presse sous Macky Sall, dont la démocratie est en péril. L'ouvrage d'une brûlante actualité est une contribution non moins importante dans la

PRÉFACE

littérature en sciences sociales et principalement en Sciences de l'information et de la communication, en Afrique en général et au Sénégal en particulier.

Dr Simon Ngonu

Enseignant-chercheur en Sciences de l'information et de la communication

Laboratoire Gresec, Université Grenoble Alpes, France

Grenoble, le 23 mars 2019.